

Avant-propos

Par opposition aux autres pays détenteurs de l'arme nucléaire, le cas d'Israël est à la fois unique et frappant, du fait de sa non-transparence et de l'ambiguïté sur le plan historique et technique. Tout se passe comme si le gouvernement israélien -tout en affirmant son intention de ne pas vouloir nucléariser le Moyen-Orient- avait tenu à ce qu'indirectement le monde sache comment le nucléaire serait utilisé, le cas échéant. Dans toute l'histoire régionale du Moyen-Orient et depuis la création de l'État hébreu en 1948, il manque un chapitre important.

Ce chapitre est celui des armes nucléaires israéliennes. Il complète le tableau et donne ainsi une vision plus claire de la manière dont se gère la conflictualité entre Arabes et Israéliens depuis cinquante ans. Ce chapitre qui manque est pourtant un socle lourd qui affecte lourdement les rapports et les relations entre les pays dans la région. Il affecte aussi le rôle des puissances internationales dans la gestion de la conflictualité régionale. Objet secrètement gardé, entouré de flou et d'opacité, la recherche de sa trace s'avère difficile. La littérature scientifique n'abonde pas de recherches à son égard. Parmi la quantité considérable d'ouvrages existants et dans les travaux de recherche consacrés à l'historicité des conflits au Moyen-Orient, rares sont ceux qui abordent cette partie cachée de l'histoire.

Ce chapitre manquant est volontairement entouré d'une politique d'ambiguïté et est bien caché par les Israéliens eux-mêmes. Le problème du chercheur devient ainsi doublement compliqué, biaisé voire risqué, car au fond sait-on vraiment la réalité des choses en la matière ? La principale problématique de ce travail réside dans le fait que l'objet n'est pas un objet facilement accessible mais bien caché et entouré d'un tabou. On manque de témoins à son égard et il est souvent intégré, par les rares acteurs témoins, dans un jeu subtil d'évocation.

Au fond, comment les acteurs israéliens peuvent-ils témoigner d'un objet qu'ils ont eux-mêmes classé secret défense ? Comment peut-on demander à Shimon Pérès, un des principaux architectes de la bombe, de parler du nucléaire israélien, alors qu'il est l'homme de la formule magique de l'*ambiguïté* israélienne : « *Israël ne sera pas le premier à introduire le nucléaire au Moyen-Orient.* » Monsieur le ministre, tout le monde sait qu'Israël détient l'arme nucléaire, confirmez-vous cette information ? La réponse de Shimon Pérès est la suivante : « *tout le monde oui, sauf Israël, cela n'inclut*

pas Israël.» (Annexe vidéo)¹. Israël adopte une politique officielle d'"ambiguïté" sur le nucléaire, refusant à la fois de confirmer ou d'infirmer qu'il détient des armes nucléaires.

Selon des experts étrangers, Israël possède le sixième arsenal nucléaire du monde, dont 300 ogives, et dispose d'une capacité d'expansion rapide. « *Je ne sais pas ce qu'il vient voir (ici). Israël est obligé de détenir toutes les composantes de la force nécessaire à sa défense* », déclare M. Sharon, le 6 juillet 2004. Le Premier ministre Sharon tient ces propos alors que le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed El Baradei, est attendu le jour même en Israël. Le Premier ministre israélien Ariel Sharon réitère alors qu'Israël s'en tiendrait à sa politique d'ambiguïté sur le nucléaire, rapporte la radio de l'armée israélienne. « *La politique d'ambiguïté sur le nucléaire qui est la nôtre a fait ses preuves et elle sera maintenue* » déclare M. Sharon. Construit à la fin des années 1950, la centrale de Dimona, site de production des armes nucléaires israéliennes, est le site le mieux protégé en Israël. Le secret que contient ce réacteur, est l'un de secrets les mieux gardés au monde.

Entre 1967, date de son entrée en fonction, et 1986 -date des révélations de Vanunu-, Dimona reste dans l'oubli. Depuis, c'est seulement en 1995, année de la signature du TNP, que l'on reparle de la centrale et de la bombe atomique israélienne. L'un des sites les plus secrets de l'État hébreu, jalousement surveillé jusqu'ici par la censure militaire israélienne, la centrale nucléaire de Dimona (sud d'Israël), est montrée, en janvier 2005, pour la première fois par une chaîne de télévision israélienne. "Channel 10", une chaîne de télévision privée, s'est toutefois refusée à indiquer l'origine de la vidéo diffusée. Selon la chaîne, la diffusion a eu lieu suite à l'accord de la censure militaire.

La dixième chaîne a, le 7 janvier 2005, diffusé un film vidéo d'une durée de 14 minutes du site, dont Israël refuse toujours l'accès aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Ces images sont essentiellement des vues extérieures, montrant les jardins bien entretenus de la centrale, avec parfois, en arrière plan, le dôme argenté du réacteur (photo en annexe). Sur ces images on peut voir, notamment, des ateliers d'apprentissages et des employés jouant au ballon dans un moment de récréation.

Depuis les années 70, on peut identifier les traces d'une campagne systématique de rumeurs - particulièrement aux États-Unis-, portant sur tous les aspects du programme nucléaire israélien.

¹ Interview avec Shimon Pérès, Ministre israélien des Affaires étrangères, diffusée par la chaîne européenne d'information continue EuroNews en mai 1995.

D'après George Quester (1983)², nul doute que cette campagne avec ses nombreux signaux (tests de missiles et autres) fait partie d'une entreprise d'intimidation qui a pour but, pour les Israéliens, de renforcer la dissuasion et d'affaiblir psychologiquement toute volonté d'agression de la part de certains pays voisins. En février 2000, le seul débat en 50 ans d'existence a lieu à la Knesset. Fin août 2000, une association américaine prônant le contrôle des armements a publié sur Internet des images satellite du site nucléaire de Dimona (photo en annexe).

En avril 2004, Mordechaï Vanunu, un ex-technicien de la centrale de Dimona, est libéré après avoir purgé 18 ans de prison ferme pour avoir révélé au monde les secrets nucléaires de l'État hébreu (photo en annexe). Il est de nouveau arrêté après avoir accordé des interviews à la presse étrangère.

² George Howard Quester, "Nuclear Weapons and Israel", *Middle East Journal*, N. 37, automne 1983.